

Brochure n° 3269

Convention collective nationale

IDCC : 759. – **POMPES FUNÈBRES**
(4^e édition. – Août 2003)

ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2005
NOR : *ASET0551243M*
IDCC : 759

Entre :

La confédération des professionnels du funéraire et de la marbrerie ;

La fédération française des pompes funèbres,

D'une part, et

La fédération INTERCO-CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des services funéraires CGC,
fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services ;

La fédération générale CFTC des transports,

D'autre part,

il a été conclu l'accord ci-après :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord, conclu en application de l'article L. 132-12 du code du travail, s'applique à l'ensemble des personnels couverts par la convention collective des entreprises de pompes funèbres répertoriées sous le code APE 93.0 H et 93.0 G.

Article 2

Barèmes de salaires

Par le présent accord, les parties signataires affirment, d'une part, leur volonté de revaloriser les salaires minima professionnels, notamment les

moins élevés d'entre eux et, d'autre part, dans le cadre de la politique de professionnalisation décidée paritairement dans la branche, de favoriser le développement des certificats de qualification professionnelle (CQP). Aussi, elles conviennent de revaloriser les salaires minimaux conventionnels des ouvriers, techniciens, agents de maîtrise et cadres, en 2 étapes :

- première hausse au 1^{er} octobre 2005 ;
- deuxième hausse au 1^{er} juin 2006.

Les nouveaux barèmes de salaires minima en découlant sont annexés au présent accord et se substituent aux barèmes actuellement en vigueur.

Les parties signataires conviennent de se revoir en septembre 2006 pour examiner l'évolution de ces salaires minimaux.

Article 3

Dépôt

Le présent accord constituant un avenant à la convention collective nationale de travail du 1^{er} mars 1974, sera, en application des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi, de Paris, et 1 exemplaire au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 8 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Salaires minima pour un horaire mensuel de 152,25 heures au 1^{er} octobre 2005*Ouvriers et employés**(En euros.)*

NIVEAU	POSITION		ANCIENNETÉ DANS L'EMPLOI					
			Embauche	3 ans	5 ans	8 ans	10 ans	15 ans
I		1 160,36	1 195,17	1 218,38	1 229,98	1 253,19	1 276,40	1 299,60
II	1	1 168,65	1 203,71	1 227,08	1 238,77	1 262,14	1 285,52	1 308,89
II	2	1 188,60	1 224,26	1 248,03	1 259,92	1 283,69	1 307,46	1 331,23
III	1	1 197,04	1 232,95	1 256,89	1 268,86	1 292,80	1 316,74	1 340,68
III	2	1 219,92	1 256,52	1 280,92	1 293,12	1 317,51	1 341,91	1 366,31

Au regard des barèmes, l'ancienneté s'apprécie à compter du jour de l'embauche, s'il coïncide avec le début d'un trimestre civil ou du premier jour du trimestre civil suivant dans le cas contraire.

Salaires minima pour un horaire mensuel de 152,25 heures au 1^{er} octobre 2005

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	POSITION		ANCIENNETÉ DANS L'EMPLOI					
			Embauche	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans
IV	1	sans CQP	1 301,61	1 340,66	1 380,88	1 422,31	1 464,98	1 508,93
		avec CQP	1 338,06	1 378,20	1 419,55	1 462,14	1 506,00	1 551,18
	2		1 349,18	1 389,66	1 431,35	1 474,29	1 518,52	1 564,08

La progression intertranche d'ancienneté est de 3 %.

Au regard des barèmes, l'ancienneté s'apprécie à compter du jour de l'embauche, s'il coïncide avec le début d'un trimestre civil ou du premier jour du trimestre civil suivant dans le cas contraire.

Salaires minima au 1^{er} octobre 2005

(En euros.)

STATUT	NIVEAU-POSITION		SALAIRE MINIMUM mensuel à l'embauche (*)
Ouvriers et employés	I	1	1 160,36
	II	1	1 168,65
		2	1 188,60
	III	1	1 197,04
		2	1 219,92
Techniciens et agents de maîtrise	IV sans CQP	1	1 301,61
	IV avec CQP	1	1 338,06
	IV	2	1 349,18
	V	1	1 579,04
		2	1 701,11
Cadres	VI	1	1 892,65
		2	2 276,28
	VII		2 799,14
(*) Pour un horaire mensuel de 152,25 heures.			

Salaires minima pour un horaire mensuel de 152,25 heures au 1^{er} juin 2006

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	ANCIENNETÉ DANS L'EMPLOI						
		Embauche	3 ans	5 ans	8 ans	10 ans	12 ans	15 ans
I		1 206,77	1 242,97	1 267,11	1 279,18	1 303,31	1 327,45	1 351,58
II	1	1 215,40	1 251,86	1 276,17	1 288,32	1 312,63	1 336,94	1 361,25
	2	1 236,14	1 273,22	1 297,95	1 310,31	1 335,03	1 359,75	1 384,48
III	1	1 244,92	1 282,27	1 307,17	1 319,62	1 344,51	1 369,41	1 394,31
	2	1 268,72	1 306,78	1 332,16	1 344,84	1 370,22	1 395,59	1 420,97

Au regard des barèmes, l'ancienneté s'apprécie à compter du jour de l'embauche, s'il coïncide avec le début d'un trimestre civil ou du premier jour du trimestre civil suivant dans le cas contraire.

Salaires minima pour un horaire mensuel de 152,25 heures au 1^{er} juin 2006

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	POSITION		ANCIENNETÉ DANS L'EMPLOI					
			Embauche	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans
IV	1	sans CQP	1 314,63	1 354,07	1 394,69	1 436,53	1 479,63	1 524,02
		avec CQP	1 391,58	1 433,33	1 476,33	1 520,62	1 556,24	1 613,23
	2		1 403,15	1 445,24	1 488,60	1 533,26	1 579,26	1 626,64

La progression intertranche d'ancienneté est de 3 %.

Au regard des barèmes, l'ancienneté s'apprécie à compter du jour de l'embauche, s'il coïncide avec le début d'un trimestre civil ou du premier jour du trimestre civil suivant dans le cas contraire.

Salaires minima au 1^{er} juin 2006

(En euros.)

STATUT	NIVEAU-POSITION		SALAIRE MINIMUM mensuel à l'embauche (*)
Ouvriers et employés	I	1	1 206,77
	II	1	1 215,40
		2	1 236,14
	III	1	1 244,92
		2	1 268,72
Techniciens et agents de maîtrise	IV sans CQP	1	1 314,63
	IV avec CQP	1	1 391,58
	IV	2	1 403,15
	V	1	1 626,41
		2	1 752,14
Cadres	VI	1	1 949,43
		2	2 344,57
	VII		2 883,11
(*) Pour un horaire mensuel de 152,25.			